

LA

RENAISSANCE

JOURNAL POLITIQUE

ABONNEMENTS

Un An. 10 fr.
Six Mois. 5 »
ENVOI FRANCO PAR LA POSTE
Etranger. Port en sus

ADMINISTRATION

Tout ce qui concerne l'Administration
Abonnements, Articles d'argent
Doit être adressé à M. A. ALRICY
Imprimerie Labaume, cours Lafayette, 5

RÉDACTION

Adresser les communications
A M. COSTE-LABAUME, Directeur
Cours Lafayette, 5, Lyon
LES MANUSCRITS NE SONT PAS RENDUS

ANNONCES

Fermier général : V. FOURNIER
Directeur de l'AGENCE DE PUBLICITÉ
Rue Confort, n° 14
LYON

FRANC-PARLER

Il y a des solutions qui s'imposent. La droite logique est plus forte que les finasseries et que les intrigues. Aussi la démission du maréchal de Mac Mahon est-elle devenue l'une des éventualités qu'il faudra subir pour sortir de l'impasse où les hommes de combat se sont engagés.

Qu'on le veuille ou non, le dilemme posé par l'acte du 16 Mai est inflexible :

Ou la nouvelle politique du maréchal sera agréée par le pays ;
Ou elle ne le sera pas.

Si elle l'est, rien de mieux ; nous nous inclinons devant la volonté nationale, acclamant le ministère de Broglie-Fourtou-Brunet, et M. de Mac-Mahon aura tout droit de gouverner en prenant les conseils panachés de M. de Saint-Paul et de Mgr Dupanloup.

Si elle ne l'est pas, si le suffrage universel consulté à nouveau répond par un refus énergique aux avances gracieuses du député de Ribérac, le maréchal-président n'aura qu'un devoir commandé par sa dignité : se retirer.

Se retirer comme l'a fait M. Thiers lorsque les quatorze voix du groupe Target le précipitèrent du pouvoir ;

Se retirer comme l'a fait Cavaignac lorsque le scrutin du 10 Décembre mit son nom en minorité devant celui du prince Bonaparte qui depuis... mais alors il se proclamait républicain.

Il n'y a pas à sortir de là, ou du moins on ne peut en sortir que par un coup d'Etat, et nous tenons en trop

haute estime le maréchal de Mac-Mahon pour le supposer capable d'une de ces aventures sinistres où sombre l'honneur d'un homme.

Les coups d'état ne conviennent qu'aux coupe-jarrets politiques perdus de dettes et de réputation qui n'hésitent pas à jeter leur va-tout entre le pouvoir et le bagne. L'attentat peut réussir, comme on l'a vu au 2 Décembre, mais le bagne vient quand même à son heure : si ce n'est pas le bagne de Toulon, c'est le bagne de l'histoire. Demandez à l'homme de Sedan.

Par conséquent, rejetons loin de nous, comme outrageante, l'idée de coup d'Etat et restons sur le terrain parlementaire, restons sur le terrain légal, le seul digne d'un chef de pouvoir soucieux de sa mémoire.

Or, sur ce terrain légal, nous le répétons, la démission du maréchal se trouve forcément au bout d'un échec devant le pays consulté.

Et cette éventualité est tellement prévue, tellement dans l'ordre naturel des choses, que les journaux dévoués au ministère, que le *Français*, la *Défense*, et les autres, déclaraient hautement, il y a huit jours :

— « Oui, le débat aura lieu sur le nom du président de la République ;

« La France sera appelée à choisir entre Mac-Mahon et Gambetta ! »

Mac-Mahon très-bien, mais pourquoi Gambetta ? Gambetta n'est pas en cause, Gambetta n'est pas candidat à la présidence, Gambetta, simple député, n'oppose pas une politique personnelle à la politique personnelle du maréchal de Mac-Mahon.

Le débat n'aura donc pas lieu entre

Mac-Mahon et Gambetta, mais il aura lieu entre les théories réactionnaires auxquelles M. de Mac Mahon vient de donner son adhésion solennelle par le choix de son ministère, et les doctrines républicaines et libérales, les doctrines parlementaires qui ressortent du manifeste des Gauches signé par trois cent soixante députés.

Si ces trois cent soixante députés sont réélus, si la volonté nationale vient dire au maréchal de Mac-Mahon entouré de ses ministres de combat : « Je répudie vos idées et vos conseillers, » il est bien certain que le président sera acculé à une démission ou à un revirement de politique absolument contraire à son tempérament et à ses préjugés.

Quant au successeur du maréchal, nous ne nous en inquiétons pas. Ce sera affaire au Congrès de le désigner. S'appellera-t-il Thiers, s'appellera-t-il Grévy, s'appellera-t-il même Gambetta ? — Les personnalités éminentes ne manquent pas en France pour occuper dignement la première magistrature de la République, et ce serait une étrange aberration de croire que le maréchal de Mac Mahon est l'homme indispensable, l'homme providentiel hors duquel il n'y a pas de salut.

C'est cette aberration pourtant que s'efforcent de propager et de répandre les journaux à la solde du ministère. Ils prennent leur voix la plus lamentable, leurs accents les plus déchirants pour nous représenter comme une catastrophe, comme un désastre la démission possible du maréchal de Mac-Mahon.

C'est même sur cet épouvantail que compte particulièrement le cabinet de Broglie pour ramener à sa politique les hésitants et les peureux.

Eh bien, ces hésitants n'hésitent pas, ces peureux ne tremblent pas. Tout le monde comprend aujourd'hui que grâce au libre jeu des institutions républicaines, un chef d'Etat peut se retirer avec la même facilité qu'un ministre et recevoir un successeur sans qu'il en résulte le moindre trouble pour la tranquillité publique.

Le président de Mac-Mahon retenu par des préjugés, par des opinions personnelles, par des relations de famille que nous respectons, ne croit pas devoir suivre le pays dans ses aspirations républicaines.

Très-bien ! Qu'il se retire, le pays marchera seul, il est assez grand pour cela, et les représentants réunis en Congrès auront vite trouvé un autre président digne de leur sympathie et de leur confiance.

Il n'y a là ni révolution, ni catastrophe, ni violence, ni saut dans les ténèbres, comme le dit le *Français*.

Tout est, au contraire absolument clair, lumineux et diaphane dans cette procédure constitutionnelle.

C'est pourquoi on n'éprouve ni crainte, ni terreur en France ; c'est pourquoi les électeurs regardent froidement et discutent sans émotion l'hypothèse du remplacement d'un chef d'Etat, dont l'illustration militaire est grande sans doute, mais dont les aptitudes politiques, — il n'y a pas d'offense à le dire, — n'ont rien de transcendant, ni surtout de providentiel.

Il faut croire que cette absence de terreur et d'émotion, il faut croire que ce calme du public devant les jérémiades des journaux dévoués, ont déjà donné à réfléchir aux occupants du pouvoir, car

bles..., sans me demander la permission, sans me prévenir !

Arlequin. — Ne te fâches pas, Colombine, nous ne sommes venus que dans ton intérêt...

Colombine. — Hein ?

Pierrot. — C'est positif, pour la bonne conduite de tes affaires.

Colombine. — Que dit-il ?

Cassandre. — Et pour le bien de ta chère santé.

Colombine. — Ah ça, vous perdez la tête ! Mes affaires vont à merveille et je me porte en charme.

Arlequin. — Erreur, grave erreur, Colombine ! Tes affaires vont très mal.

Cassandre. — Ta maison court à sa ruine.

Pierrot. — Et ta santé est déplorable.

Colombine. — Vous voulez rire !

Arlequin. — Non pas, jamais je n'ai été plus sérieux.

Colombine. — Toi, Arlequin, sérieux !

Pierrot. — Jamais je n'ai été plus sincère.

Colombine. — Toi, sincère, mauvais drôle !

Cassandre. — Jamais je n'ai été plus sage.

Colombine. — Pauvre fou, comme si je ne te connaissais pas de longue date.

Arlequin. — Ecoute, Colombine, voilà ton cas : tu es menacée de tomber de l'opportunisme dans le radicalisme...

Pierrot. — Du radicalisme dans le socialisme...

Cassandre. — Et du socialisme dans le communisme.

Colombine. — Au diable votre charabia auquel je ne comprends goutte. Laissez-moi faire mon ménage tranquille, et allez vous promener.

FEUILLETON DE LA RENAISSANCE

LES MISÈRES DE COLOMBINE

Arlequin. — Psst ! Pierrot, arrive vite !

Pierrot. — La porte est ouverte ?

Arlequin. — Bien entendu : — Nous ne sommes pas gens à entrer par la fenêtre.

Pierrot. — A qui le dis-tu ?

Arlequin. — Et Cassandre n'est pas là encore ?

Pierrot. — Toujours en retard ce pauvre homme...

Arlequin. — Dam ! Cassandre n'a plus vingt ans.

Pierrot. — Sans doute, mais sa lenteur ne doit pas nous faire manquer notre affaire. — Si nous nous passions de lui ?

Arlequin. — Non, non pas encore. — Après nous verrons. — Pour le moment il s'agit de ne pas se diviser, puisque l'Union fait la force.

Pierrot. — Bon, bon, ne nous divisons pas ; seulement je t'avertis Arlequin que tôt ou tard il faudra laisser cette charrette à la remise.

Arlequin. — C'est bien mon avis, mais la prudence exige de ne pas brusquer les choses et de prendre des précautions, justement j'aperçois notre homme.

Pierrot. — Voyons, arrivez-vous ?

Cassandre. — Ouf, me voilà !

Arlequin. — Je vous ai cru perdu, mon pauvre Cassandre.

Pierrot. — Et qui a pu vous retenir si longtemps ?

Cassandre. — Un scrupule.

Arlequin. — Un scrupule, bah, à votre âge !

Pierrot. — Et pourrait-on savoir ?

Cassandre. — De vieux amis que j'ai, prétendaient que je devais me défaire de toi, Pierrot ?

Pierrot. — Quelle calomnie !

Cassandre. — Et me tenir en garde contre tes intrigues, Arlequin ?

Arlequin. — Quelle indignité !

Cassandre. — Ils me disaient : Pierrot est un pendard...

Pierrot. — Si l'on peut se permettre !

Cassandre. — Arlequin est un farceur...

Arlequin. — Comme on me connaît mal !

Cassandre. — Et tu t'engages avec eux dans une aventure dont tu pourrais bien être le dindon.

Arlequin. — Le dindon ! je te jure sur ma batte, Cassandre...

Pierrot. — Je te fais serment sur ma calotte...

Cassandre. — Parbleu, les serments ne manquent jamais ! et je me rappelle qu'autrefois...

Arlequin. — Ne parlons pas d'autrefois, parlons d'aujourd'hui..., d'ailleurs il ne s'agit pas de perdre son temps en récriminations

Pierrot. — Arlequin a raison, si nous continuons nos bavardages, Colombine aura le temps de rentrer et de nous fermer la porte au nez.

Arlequin. — Aussi prenons les devants :

Tiens Cassandre, passe le premier, tu vois si nous y mettons de la franchise.

Pierrot. — Et des formes !

Arlequin. — Tout le monde y est ?

Pierrot. — Parfaitement.

Arlequin. — Et maintenant prenons nos aises (s'asseyant sur un fauteuil). On n'est pas mal ici.

Pierrot. — Je vautrais sur un canapé.) Oui, les ressorts sont assez doux.

Cassandre. — Et moi, où me mettrai-je ?

Arlequin. — Tiens, nous ne lui avons pas laissé de place. — Couches-toi sur le lit, Cassandre, tu dormiras mieux.

Pierrot. — Excellente idée ! tu ronfleras même si cela te plaît.

Cassandre. — Et vous mes maîtres ?

Arlequin. — Nous rangerons la maison pendant ce temps-là.

Cassandre. — Je pourrais vous aider.

Arlequin. — Inutile, cela te fatiguerait.

Pierrot. — Tu ne doutes pas avec quelle vigueur il faut balayer le plancher.

Arlequin. — Oui, oui, dors tranquille.

Cassandre. — Mais...

Pierrot. — Manquerais-tu de confiance en nous, par hasard ?

Cassandre. — Je ne dis pas cela, cependant...

Arlequin. — Soupçonnerais-tu notre délicatesse ?

Cassandre. — Je m'en garde, pourtant...

Pierrot. — Attention, voilà Colombine.

Colombine, stupéfaite. — Comment, que vois-je, que signifie?... Pierrot, Arlequin, Cassandre, dans ma maison, dans ma chambre, sur mes meu-

on signale un mot d'ordre donné à la presse officieuse pour laisser désormais dans l'ombre, pour reléguer au second plan cette éventualité de démission présidentielle. Non-seulement on ne nous la présente plus comme un fantôme menaçant, mais encore les feuilles domestiques du ministère déclarent hautement :

« C'est une erreur de croire que le président de la République donnera sa démission en cas de nouvelles difficultés politiques. »

« Il est au contraire fermement résolu à conserver ses pouvoirs jusqu'à l'expiration et à faire respecter ses droits. »

Nous le voulons bien, mais, sans être trop curieux, comment fera le président pour gouverner avec une Assemblée qui, forte de la consécration du pays, passera son temps à jouer aux quilles avec les ministres de combat ?

Essaiera-t-on une nouvelle dissolution ?

Alors cela deviendrait le jeu de raquette. Le suffrage universel envoie une Assemblée, le président la lui renvoie...

Voyons, ce n'est pas sérieux, et nous avons peine à croire que la politique d'un grand pays puisse être représentée par la raquette et les quilles.

JACQUES BARBIER.

L'ORDRE ET LA PAIX

Rendons cet hommage au gouvernement de combat : Il fait ce qu'il peut pour se justifier et s'excuser.

Docile aux conseils de son entourage, le maréchal de Mac-Mahon visite les travaux de l'Exposition de Paris, se rend au concours régional de Compiègne, reçoit les corps constitués, passe en revue les pompiers, le tout pour avoir l'occasion de prononcer de petites allocutions longuement préparées, dont le but évident est de rassurer l'opinion sur les conséquences de l'acte du 16 mai.

Au Trocadéro, le maréchal dit : « L'Exposition aura lieu à la date fixée ; je tiens à assurer la liberté du travail ; »

A Compiègne, le maréchal ajoute : « L'acte politique que je viens d'accomplir n'a d'autre but que de rendre à mon gouvernement la force dont il a besoin pour assurer la stabilité intérieure et la paix au dehors ; la France ne se mêlera à aucune complication extérieure, etc. »

Sans relever l'abus du *je* et du *moi* dans ces discours, nous voulons bien reconnaître que si le style est défectueux au point de vue constitutionnel, les intentions sont bonnes. On cherche à tranquilliser les populations ; on essaie de leur démontrer que le re-

tour de la politique de combat n'est qu'une mesure de *stabilité intérieure*, malgré les bouleversements administratifs de M. Fourtou, on s'efforce de leur prouver que l'avènement des cléricaux aux affaires n'est qu'une garantie de paix extérieure en dépit de certaines notes peu rassurantes de la presse allemande.

L'ordre et la paix tels sont en résumé les deux mots que le gouvernement inscrit sur son drapeau ; tel est le programme qu'il affiche dans ses proclamations et dans ses discours.

Nous l'acceptons pour sincère ; nous ne mettons pas en doute la loyauté du Président de la République, quand il prononce les harangues dictées par ses ministres ; il ne nous vient pas à l'esprit que M. de Mac-Mahon ait la moindre arrière pensée, et lorsqu'il dit : « L'acte du 16 mai a eu pour but de raffermir l'ordre et la paix. » Il le croit très-finement, il en est intimement convaincu.

Malheureusement l'ordre et la paix ne dépendent pas uniquement d'un discours : l'ordre et la paix exigent des garanties plus solides qu'une affirmation oratoire, quelle que soit son énergie, quelle que soit sa sincérité.

De tout temps les gouvernants ont promis à leurs administrés, l'ordre et la paix ; de tout temps les souverains constitutionnels ou non, ont dit à leurs peuples : Je veux assurer la liberté du travail, la tranquillité, la confiance, etc.

Ces belles phrases étaient sincères aussi, car un gouvernement ne cherche pas à tromper les gens par plaisir et par amour de l'art.

Lorsque l'homme néfaste qui s'appelait Napoléon III, s'écriait solennellement à Bordeaux : l'Empire, c'est la paix ! il ne pensait pas probablement nous conduire de Crimée en Italie, d'Italie au Mexique et du Mexique aux Prussiens.

Quelle que fût sa duplicité, nous ne le supposons pas assez malhonnête et assez griné pour avoir songé alors : — Je ruinerai mon pays, je démembrai ma patrie, je livrerai la France à l'invasion, et je terminerai mon règne par la honteuse capitulation de Sedan !

Non, Napoléon III ne prévoyait pas ces catastrophes. Il proclamait : « L'Empire, c'est la paix ; » il s'écriait : « L'ordre, j'en réponds » en toute sincérité d'âme, en toute assurance de conviction. — Qu'est devenu cet ordre ? vous le savez ! Qu'est devenue cette paix, vous le savez encore, ayant payé pour cela dix milliards et perdu deux provinces.

Loin de nous la pensée de vouloir établir la moindre comparaison, le moindre rapprochement entre ces désastres passés et les événements futurs qui nous attendent, — mais nous tenions à démontrer par cet exemple que l'ordre et la paix ne trouvent qu'un appui des plus fragiles dans les déclarations et dans les discours, si ces déclarations et ces discours ne sont pas eux-mêmes appuyés sur une politique de sagesse, de modération et de bon sens.

Or, nous sommes bien forcés de le dire, ni la sagesse, ni la modération ni le bon sens

ne paraissent les qualités dominantes de la politique inaugurée le 16 mai.

Était-il sage, pour des prétextes futiles et à peine soutenable de renverser brusquement un ministère jouissant de la confiance du Parlement et des sympathies du pays ?

Était-il modéré d'appeler au pouvoir les politiciens décorés de la qualification méritée d'hommes de combat ?

Était-il modéré de livrer l'administration à la poigne de M. de Fourtou, qui prétend ne pas laisser un seul préfet ou sous-préfet debout devant son terrible balai ?

Il nous semble que ces questions sont résolues par le seul fait de les avoir posées.

Quant au bon sens, il a été plus mal traité encore si c'est possible.

Le bon sens veut qu'un président constitutionnel gouverne avec les Chambres, et la première chose qu'on fait est de les proroger ;

Le bon sens exige qu'un ministère parlementaire ait la confiance de la majorité, et l'on semble choisir de gâté de cœur les ministres qui lui sont le plus antipathiques.

Le bon sens réclame enfin qu'une constitution républicaine soit garantie et protégée par des fonctionnaires sinon dévoués du moins incapables d'hostilité systématique.

Et les préfets, les sous-préfets, les secrétaires généraux dont on inonde le pays présentement, sont pour les neuf dixièmes des bonapartistes avérés, des créatures d'un régime dont le principal organe imprimait l'autre jour : *Respecter la légalité serait une stupidité*.

L'ordre et la paix, c'est très-bien, nous ne réclamons pas autre chose.

Seulement tout le monde se demandera, s'est demandé déjà : — L'ordre était-il en péril avant le 16 mai ? Non.

La paix était-elle menacée ? Pas davantage. La stabilité intérieure courrait-elle quelque danger ? Encore moins.

Alors comment l'acte politique du 16 mai pourrait-il établir un ordre mieux garanti, une paix mieux assurée que la politique du ministère précédent ?

Il y a là un mystère que nous renonçons à comprendre, un mystère tellement obscur du reste, que les nouveaux ministres s'efforcent autant que possible d'éclairer leur lanterne par un luxe inusité d'affirmations, de protestations et de déclarations qui prouvent à quel point l'opinion avait besoin d'être rassurée.

L'est-elle aujourd'hui ? Les allocutions du Trocadéro et de Compiègne ont-elles suffi à lever tous les doutes, à assoupir toutes les méfiances ?

Dans une certaine mesure, nous l'accordons, mais on dormirait bien plus tranquille encore si l'on ne voyait pas le ministère encombré des négociateurs de la fusion, des porte-queue du cléricisme et des amis de Décembre.

— 0 —

Pierrot. — Que faisons-nous de la vaisselle ?

Arlequin. — La vaisselle ? Dans la rue !

Colombine. — Mais tout cela me sert.

Arlequin. — Cela te sert mal.

Colombine. — Cependant...

Arlequin. — Dieu, quelle bavardise ! Que penses-tu de ces meubles, Pierrot ?

Pierrot. — Bien encombrants.

Arlequin. — C'est mon avis, portons les meubles au grenier.

Cassandre. — Pe mettez...

Pierrot. — Comment, tu ne dors pas ?

Cassandre. — Vous devriez au moins me consulter avant d'organiser ainsi la maison de Colombine ?

Arlequin. — Inutile ; nous nous chargeons de tout. Qu'y a-t-il dans ce coin ?

Pierrot. — Une commode, n'est-ce pas ?

Arlequin. — Elle ne me convient pas ainsi, tourne-la sens dessus dessous.

Colombine. — Mais, messieurs...

Arlequin. — Tranquillise-toi, Colombine, je te dis que nous mettons de l'ordre dans ta chambre et ce n'est pas sans peine.

Pierrot. — Ouf, je suis las !

Arlequin. — Reposons-nous. S'il y avait quelque chose pour se reconforter ? Regarde donc dans le garde-manger, Pierrot ?

Pierrot. — Victoire ! Un pâté.

Arlequin. — Excellente affaire. Partageons le pâté, Pierrot.

Cassandre. — Ne vous gênez pas, et moi, s'il vous plaît ?

Pierrot. — Ce barbon ne se décidera pas à dîner.

UNE PHRASE MONUMENTALE

On lit dans la circulaire du duc de Broglie :
• Bien que l'initiative du chef de l'Etat se soit fait sentir dans les derniers événements, sa responsabilité est toujours couverte par celle de ses ministres.

Ceci veut dire en bon français : Bien que le maréchal se soit déclaré responsable, — il ne l'est pas — bien qu'il fasse jour en plein midi, il fait nuit la même heure ; bien qu'un homme soit privé de vue, il n'est pas aveugle ; bien que M. de La Palisse soit mort, il est encore en vie, etc., etc.

C'est merveilleux, prodigieux, renversant, et tous les adjectifs du monde n'arrivent pas à exprimer notre admiration devant cette logique stupéfiante.

Il faut regretter vraiment que les ressources de la bienfaisance publique soient absorbées par le soulagement des ouvriers sans travail, sans cela nous ouvririons une souscription pour faire encadrer et mettre sous verre cette élucubration écaillée, qui laisse bien loin derrière elle le sabre de Joseph Prudhomme et les maximes de Calino.

FEUILLES VOLANTES

Il est sérieusement question d'agrandir le format de l'*Officiel*. Depuis que M. de Fourtou a mis la main à la pâte, ses colonnes débordent littéralement, et l'on peut craindre qu'il éclate sous sa bande trop étroite.

Nous signalons l'autre jour quarante-un préfets révoqués, soixante-deux préfectures démenagées ; ce n'était qu'une goutte d'eau dans l'océan du mouvement administratif.

Nous avons à enregistrer présentement deux cent vingt-cinq sous-préfectures atteintes, quatre-vingt-trois sous-préfets ou secrétaires-général balayés haut la main, quatre-vingt-six mis en disponibilité ou appelés à d'autres fonctions.

C'est la fin du monde des sous-préfets, et nous ne serions pas étonnés que l'on rencontrât dans quelque coin du globe une douzaine de ces fonctionnaires « séchant de frayer », suivant les prophéties connues, à moins qu'ils n'étoient de rire.

Deux sentiments distincts se dégagent en effet de ces exécutions en masse où l'on ne respecte ni l'âge, ni le sexe : — un dégoût légitime et une hilarité irrésistible.

Le dégoût provoqué par l'impudeur avec laquelle les hommes de combat mentent à leurs déclarations passées sur la désorganisation administrative. (Voir les discours Buffet.)

L'hilarité excitée par cette théorie cocasse qui prétend assurer la *stabilité intérieure* en bouleversant du haut en bas l'édifice administratif.

Trois ou quatre cents démenagements simultanés ; des préfets qui partent, des sous-préfets qui arrivent, des secrétaires-général qui disparaissent, des conseillers de préfecture qui surgissent, des sièges qu'on renverse, des bureaux qu'on emporte, des matelas que l'on descend, des lits que l'on démonte, des malles que l'on ferme, des sacs de voyage que l'on ouvre, des emballages, des déballages, des balayages !

C'est avec ce joli désordre, c'est au milieu de ce gâchis que M. de Fourtou prétend maintenir et assurer la *stabilité intérieure*. Comment ne pas se tenir les côtes ?

Arlequin. — Toi, Cassandre !

Cassandre. — Oui, moi !

Arlequin, généreusement. — Tu auras les miennes !

Pierrot. — Et le papier !

Cassandre. — Plaisantez-vous camarades ? Je veux ma part comme vous deux.

Arlequin. — C'est bien lourd pour ton estomac, le pâté, Cassandre.

Pierrot. — Et puis, tu as si peu de dents...

Cassandre. — Trêve de railleries. Je prétends.

Arlequin. — Eh, attention !

Pierrot. — Quoi donc ?

Arlequin. — Colombine...

Pierrot. — Ah, la petite masque ! Elle veut ôter son baillon ! Vite, un second mouchoir !

Colombine. — Abusez de votre surprise et de votre force : Toi, Pierrot, tu m'as déjà trahie et ruinée...

Pierrot. — Moi, ton sauveur !

Colombine. — Toi, Arlequin, tu cherches vainement à m'enjôler par tes intrigues.

Arlequin. — Moi, la franchise même !

Colombine. — Toi, Cassandre, tu ne m'inspires que de la répulsion.

Cassandre. — Ingrate !

Colombine. — Aussi, vous aurez beau faire, il me restera toujours assez de voix et assez de souffle pour vous crier au bon moment les trois mots dont vous êtes dignes.

Arlequin. — Quels mots, Colombine ?

Colombine. — A la porte !

L. LECLAIR.

Arlequin. — Ah, pour ça, non !

Colombine. — Comment non ?

Pierrot. — Nous avons le projet de nous installer chez toi, ma chère Colombine.

Colombine. — Vous dites ! J'ai mal compris sans doute !

Cassandre. — Et de prendre la direction de ta maison.

Colombine. — C'est un peu fort !

Arlequin. — Il n'est rien que nous ne fassions pour te témoigner toute la vivacité de notre affection.

Colombine. — Grand merci, je m'en passe très bien.

Pierrot. — Oui, nous voulons te préserver des dangers qui te menacent.

Colombine. — Rien ne me menace encore un coup, et la plaisanterie a assez duré ! Ainsi, décampez, mes maîtres !

Arlequin. — Impossible, ma toute belle, notre résolution est prise et nous restons.

Colombine. — Malgré moi !

Pierrot. — Hélas !

Colombine. — Ah, c'est comme ça ! Attendez... (Elle court vers la fenêtre.)

Arlequin. — Arrête-la, Pierrot, elle serait capable de crier au secours.

Colombine. — Veux-tu me lâcher, maudit Pierrot !

Pierrot. — Je crains que tu ne te livres à quelque imprudence, Colombine.

Colombine. — En vérité ?

Arlequin. — Et voilà une petite courroie...

Colombine. — Quoi, m'attacher ?

Arlequin. — Oh, si peu ! Pour t'empêcher de faire des mouvements désordonnés, tout simplement...

Cassandre. — Toujours le souci de ta chère santé !

Colombine. — Un mot de plus, Cassandre, et je te..., non, pas moyen ; mes mains sont liées. Mais, du moins, vous ne me retiendrez pas de parler...

Arlequin. — Cela dépend...

Colombine. — Et de dire...

Arlequin. — Assez !

Colombine. — Comment, assez !

Arlequin. — Oui, je te soupçonne de vouloir dénaturer nos intentions

Colombine. — Elles sont jolies vos...

Arlequin. — Pierrot, n'aurais-tu pas un léger mouchoir dans ta poche ?

Colombine. — Me baillonner !

Arlequin. — Fi, le vilain mot ! Nous voulons tout bonnement te prier de te taire afin de ne pas te fatiguer les poulmones. Est-ce fait, Pierrot ?

Pierrot. — Oui, j'espère qu'à présent, Colombine ne pourra pas égarer l'opinion sur notre compte.

Arlequin. — A merveille. Maintenant, puisque nous sommes tranquilles, mettons un peu d'ordre dans la maison. Ouvre ce placard, Pierrot, secoue-moi ces rayons et change toutes ces guenilles de place.

Colombine. — Des guenilles, — mon trousseau !

Arlequin. — Je crois qu'elle parle encore. Il faudrait serrer le nœud.

Comment ne pas éclater devant cette farce indigne de Gribouille ? Rions donc et rions fort, d'autant plus que nous rirons les derniers.

— 0 —
Tout est drôle, du reste, dans ce tohu-bohu administratif auprès duquel la tour de Babel était un jeu d'enfant.

Vous avez dû admirer comme nous la formule ingénieuse trouvée par l'Hercule de Ribérac pour mettre à la porte les préfets qui lui déplaisent :

« Des considérations dont le gouvernement avait à tenir compte m'ont mis dans la nécessité de provoquer votre remplacement. »
Des considérations...! Quelles considérations ?

On ne le dit pas ; le ministre est muet comme la tombe sur ce point délicat. Le fait est qu'on n'en finirait jamais s'il fallait expliquer aux gens pourquoi on les révoque sans crier gare. C'est toujours la vieille formule sommaire : « Considérant qu'il n'y a pas de considérations... »

Il n'eût pas été difficile pourtant de condenser dans une phrase aussi nette que concise les motifs réels qui ont obligé M. de Fourtou à retourner comme un gant l'administration française.

Il suffisait d'écrire :
« Monsieur le Préfet,
« Le ministère du 17 mai étant bonapartocléricomonarchiste, vous devez comprendre que vos convictions républicaines me font une nécessité de vous rendre à votre famille. »

Ce n'était guère plus long que « les considérations dont le gouvernement a à tenir compte », et c'était infiniment plus clair.

Mais ce qui nous console, c'est que les préfets révoqués ont compris quand même. Si le style de M. de Fourtou est obscur, ses actes sont extra-lucides.

— 0 —
Le mouvement judiciaire ne comporte pas en branle-bas aussi considérable que le mouvement administratif.

Cela se comprend. Les ministres républicains ayant poussé jusqu'au scrupule le plus excessif le respect de la magistrature bonapartiste et monarchique, le garde des sceaux de la réaction, malgré toute sa bonne volonté, cherche en vain quelqu'un à dévorer à balayer.

On s'est rattrapé tant bien que mal sur trois procureurs-généraux coupables de être montrés républicains sous la République : MM. Berger de Chambéry, Périvier de Besançon et Serre de Montpellier.

C'est là une bien maigre pittance à côté des sixante-deux préfets, des quatre-vingt-trois sous-préfets et des cent vingt-cinq secrétaires-généraux ou conseillers de M. de Fourtou, et il nous semble voir d'ici la mine teuse du duc de Broglie tirant de son carter de chasse ces trois malheureux procureurs.

Ce n'est cependant ni l'ardeur ni la poigne ni le défaut au noble duc, mais, que vous le voulez, le gibier manque.

— 0 —
Revenons à nos criminels.

MM. Périvier et Serre sont les victimes fertes en holocauste aux commissions mixtes si maltraitées dans la personne de l'ex-avocat général de Bailleul.

Seulement, pourquoi ce dernier n'est-il réintégré sur son siège pendant que ses adversaires en descendent ?

La réhabilitation ne saurait être complète à ce prix. Est-ce qu'on n'oserait pas ?

Allons donc ! Tant de timidité n'entre pas dans l'âme des hommes de combat, et lorsqu'on renomme des préfets comme MM. de Fournès, Tracy et Doncieux, on ne doit pas s'arrêter à rétablir des avocats-généraux comme M. de Bailleul. Il manquerait à la collection.

— 0 —
Mais il ne suffit pas de démolir des fonctionnaires, il faut encore recevoir ceux qui restent, — et nous devons reconnaître à la charge des nouveaux ministres que leur tempérament de fer résiste à tout.

À peine débarrassé de son formidable « nettoyage », M. de Fourtou a accueilli le duc de Broglie, tout le personnel de son ministère ainsi que les divers services qui dépendent.

Aux employés de l'administration, il a dit : « Les administrations restent, les ministres passent. »

Nous l'espérons bien. Aux agents de change, il a dit : « On ne peut pas commander déjà les lettres de démission ? »

À la garde républicaine, il a dit : « Vous êtes l'expression vivante du message. »

À la garde nationale, il a dit : « Vous êtes le produit pas que des truffes. »

À la garde de police, il a dit : « Vous êtes les soldats. »

À la garde des finances, il a dit : « Vous êtes les canotiers ne se sont pas présentés, étant rassurés sans doute par leurs fonctions, mais il leur pu leur dire : « Vous êtes mes élèves ! »

— 0 —
M. Brunet, ministre de l'Instruction publique.

M. Brunet, ne lui marchandons pas cet éloge, a du moins le mérite de la sincérité et de la modestie.

Il a confessé, sans fard, que ses antécédents professionnels ne semblaient pas le destiner au ministère de l'Instruction publique.

Cette déclaration part d'un bon naturel. Mais pourquoi diable alors, M. Brunet accepte-t-il la direction d'un ministère auquel, de son propre aveu, il n'entend rien du tout ?

Pourquoi encore choisit-il pour son chef de cabinet, un substitut d'Aubusson ?

Le ministère de l'Instruction publique ayant à sa tête un ancien juge correctionnel et un substitut, c'est incroyable, inouï, renversant !

Il n'y a que l'ordre moral pour produire de pareils accouplements.

M. Brunet ne demandera pas sans doute, comme M. de Cumont, où est le dortoir du Collège de France, mais il pourra très bien demander où est le greffe de l'Institut ; quant à son substitut-secrétaire, attendons-nous à lui voir rédiger des circulaires ainsi conçues :

« Vu les articles 375 et 376 du Code d'Instruction criminelle ;

« Vu l'article 12 du code pénal,

« Requérons que tous les instituteurs républicains soient condamnés à avoir la tête tranchée, sans circonstances atténuantes. »

Voilà l'inconvénient de sortir les gens de leur métier.

— 0 —
M. Caillaux, ministre des finances, embarrassé, paraît-il, de sa contenance, s'est présenté accompagné de la Constitution.

— La Constitution à la main, a-t-il dit à son personnel, je vous déclare, etc...

Si M. Caillaux a la Constitution à la main, tout va bien. Espérons qu'il ne la mettra jamais sous les pieds.

— 0 —
On nous défend sous peine d'amende de dire que les affaires vont mal.

Lisez cette déclaration instructive du président de la Chambre de commerce de Troyes au nouveau préfet de l'Aube :

« La crise gouvernementale qui est venue nous surprendre tous au moment où l'on devait le moins s'y attendre, a aggravé singulièrement le mal existant. »

Qu'est-ce donc que ce président de Chambre de commerce ? Un radical, un communal, un pétroleur ?

Du tout, M. Berthier-Roblot passe à Troyes pour un orléaniste teinté de cléricisme.

Allons, le proverbe est toujours vrai : On n'est jamais trahi que par les siens.

— 0 —
Echo de Lyon — authentique.

Mardi, dans la rue de Castries, un rassemblement s'était formé devant un écriteau ainsi conçu :

— Le maréchal a déménagé rue de la Reine.

Et chacun de rire.

Hâtons-nous de dire, pour ne pas déplaire à M. de Broglie, qu'il s'agissait d'un maréchal-ferrant.

Où la malice va-t-elle se nicher ?

— 0 —
Depuis que M. de Fourtou fait des calembourgs, ses subordonnés s'empressent de suivre un si bel exemple.

On sait que le successeur de M. Lelibon à la direction des postes est M. Riant, ancien député légitimiste blackboulé, cela va sans dire.

— Comment vous trouvez-vous dans votre nouvelle situation ? lui demandait un ami.

— Mais pas mal, je trouve Lelibon.

(Pour M. Brunet, ministre de l'Instruction publique : le lit bon.)

ZÈDE.

CIRCULAIRE DE JUSTICE

Le prince de Polignac, pardon, — le duc de Broglie vient d'adresser aux procureurs généraux une ordonnance, c'est-à-dire une circulaire qui promet de l'agrément aux journalistes et de l'occupation aux substituts.

Nous ne connaissons guère que le fameux monologue de Figaro qui puisse donner une idée à peu près exacte de ce qu'il sera permis désormais d'imprimer sans exposer sa personne et sa bourse.

Voici les points principaux touchés par la circulaire du ministre de grâce et de justice :
1° Arrêter l'envahissement des théories radicales incompatibles avec la paix, la société et la grandeur de la France.

Quelles sont ces théories radicales ? M. de Polignac, du moins M. de Broglie, néglige de le dire. — Les théories radicales échappant à la définition sont un argument commode et une eau trouble où l'on peut pêcher tout ce qu'on veut. — Nous soupçonnons fort en effet le noble duc de qualifier « théories radicales » toutes les théories et tous les principes qui n'ont pas l'honneur de son agrément personnel. — A ce titre, Jules Simon est un radical aussi bien que Naquet, et M. Thiers lui-même se voit rangé dans la même

catégorie que le député Ordinaire. — L'abbé Bardemont se vantait de faire pendre un homme avec quatre lignes de son écriture...

Combien M. de Broglie fera-t-il pendre de journalistes avec les « théories radicales » ?

2° Redoubler de vigilance et de fermeté.

Air connu : refrain qui revient sur la même serinette ou la même guitare à tous les renouveaux de réaction, à toutes les résurrections de politique de combat ;

3° Faire observer les lois qui protègent la morale, la religion et la propriété, notamment contre les attaques d'une presse grossière.

Tout cela est parfait et nous applaudissons des deux mains. « Protéger la morale », le Figaro ne va pas être content avec ses petites annonces, ses dames du monde qui demandent à être sauvées pour dix mille francs et ses jeunes veuves recherchant compagnon de voyage agréable.

« Protéger la religion », de mieux en mieux ; que vont devenir devant cette menace de répression les miracles bêtes, les superstitions idiotes et les pèlerinages grotesques dont l'Univers remplit quotidiennement ses colonnes.

Nous espérons bien que les parquets ne manqueront pas de réprimer sévèrement ces tentatives coupables qui finiraient par travestir le catholicisme sincère et respectable en une véritable jonglerie.

« Protéger la propriété », cela s'adresse évidemment aux aventuriers bonapartistes, qui fondent des banques territoriales en Espagne, ou étranglent des vieilles femmes pour forcer plus commodément leurs tiroirs.

Quant aux « attaques d'une presse grossière », le garde des sceaux a voulu probablement viser le Pays et le style du jeune Casagrac.

4° Réprimer l'apologie de la Commune...

Jules Amigues ne sera pas à son aise. Réprimer les offenses contre le chef de l'Etat et les fausses nouvelles tendant à troubler l'opinion publique.

Nous tremblons pour les journaux bonapartistes qui ne cessent de provoquer M. de Mac-Mahon à un nouveau Décembre, qui voient sur sa figure un rayon de Brumaire, et déclarent hautement que respecter la légalité est une stupidité.

Jamais offense ne fut plus cruelle pour un homme d'honneur que de le supposer capable d'un crime, et il est temps d'arrêter sur cette pente les organes de Chislehurst.

5° Punir le mensonge publié sous toutes les formes.

Ici la besogne n'est pas mince, car il se publie tant de mensonges.

Mais nous nous permettons de signaler à l'attention particulière de la justice :

Les mensonges des hommes qui se prétendent libéraux sous l'empire et qui se montrent autoritaires aujourd'hui ;

Les mensonges des politiques violents qui après avoir reproché aux autres de vouloir désorganiser l'administration, s'empressent de la mettre sens dessus dessous dès qu'ils en ont le pouvoir ;

Les mensonges des conservateurs résolu dont le plus vif désir est de renverser le gouvernement légal pour lui substituer un roi ou un empereur ;

Les mensonges des intrigants qui jettent au panier leurs convictions, leurs discours et leurs écrits pour cueillir des portefeuilles dans les bagarres politiques ;

Les mensonges..., en voilà assez pour le moment, et, comme on voit, les tribunaux ont de la besogne sur la planche, s'ils veulent suivre à la lettre les instructions du garde des sceaux.

Au total, cette circulaire qui nous avait paru excessive et menaçante au premier abord, s'améliore après une lecture attentive, quand on se donne la peine de la creuser, car on y trouve la répression des délits que commettent journellement tous les organes conjurés contre la République.

L'immoralité du Figaro, l'hystérie cléricale de l'Univers, les provocations grossières du Pays et les mensonges du Français ! M. de Broglie connaît joliment son monde.

CHEZ LE VOISIN

PARIS. — Si l'Université reste vingt-quatre heures de plus dans le marasme où l'art a versé, au dire de Bilboquet, ce ne sera pas la faute de l'ordre moral. Après lui avoir donné pour ministre M. de Cumont, l'homme de France qui avait le plus de prestige après M. Bourbeau, MM. de Broglie et de Fourtou se sont mis à deux pour découvrir l'astre Brunet et le saluer ministre de l'Instruction publique.

Brunet ! qui ça, Brunet ? celui qui était si drôle dans l'Assemblée nationale ? Le seul, l'incomparable Jean Brunet ? Non, pas celui-là, un autre, qui n'est pas Jean, mais qui est toujours Brunet.

L'autre jour, ce grand maître de l'Université a reçu ses « éaux ». Chose étrange, il ne s'est pas intéressé aux dortoirs du collège de France. Mais il s'est occupé du choix d'un sujet pour le concours général. Rien d'étonnant que les jeunes rhétoriciens eussent à traiter cette année : du désintéressement en général et de la parfaite inutilité de cette qualité pour devenir ministre.

EVREUX. — Les hécatombes de fonctionnaires auxquelles se livre M. de Fourtou, ne doivent pas faire jasser sous silence les mêmes exploits commis par les députés bonapartistes. On croirait ces gaillards occupés uniquement à se frotter les

maines en signe de satisfaction. Ah ! bien oui, ils sont en train de pétrir la bonne pâte électorale.

M. Raoul Duval, pénétré de ces principes, a fait don à un certain nombre de communes de son arrondissement de baromètres portant cette mention : Donné par M. Raoul Duval.

Les petits cadeaux entretiennent l'amitié des électeurs. Mais pourquoi, en fait de cadeaux, M. Duval a-t-il choisi un baromètre ? Serait-ce à cause des variations ?

DIJON. — Des religieuses ont mis en vente quelques fragments de pailles provenant du cachot de Pie IX. On connaissait déjà bon nombre de reliques intéressantes pour ceux qui les exploitent. Celle-là dépasse toutes les autres. C'est le sublime du genre.

Reste à savoir s'il y a plusieurs qualités de pailles, car enfin, celle qui est humide doit avoir une plus grande valeur.

Aux personnes qui en achèteraient plusieurs bottes pour leur provision, il sera sans doute donné en prime quelques anneaux de la chaîne qui retient le pape prisonnier. Qu'on se le dise !

GRENOBLE. — Le premier -Grenoble de la Semaine religieuse porte ce titre alléchant et gros de promesses :

Ce que dit l'enfant à son cierge de première communion.

Ce que dit l'enfant, surtout s'adressant à un interlocuteur de cette amabilité, l'amabilité d'un cierge, fût-il pascal, ce que dit l'enfant n'offre peut-être pas un intérêt de premier ordre.

Aussi faisons-nous des vœux pour que dans son prochain numéro, la dévote Semaine nous dise à son tour : ce que dit le cierge !

Triolet du Ministère

Oscar Bardy de Fourtou
Est redevenu ministre ;
Il est grand homme à Chatou
Oscar Bardy de Fourtou.
Hélas ! même Tombouctou
Siffle quand il administre,
Oscar Bardy de Fourtou
Est redevenu ministre.

Attention ! le bel Oscar
Bardy de Fourtou tient la barre
Du gouvernail, donc pas d'écart,
Attention au bel Oscar !
Journaux, méfiez-vous bien, car
Au premier mot il vous rembarre.
Attention ! le bel Oscar
Bardy de Fourtou tient la barre.

Saluons le grand Oscar Bar-
dy, compatriote des truffes ;
C'est assez fêter Escobar.
Saluons le grand Oscar Bar-
dy de Fourtou qui moins jobard
A laissé le pas aux tartufes,
Saluons le grand Oscar Bar-
dy compatriote des truffes.

ENTRACTES

C'est par erreur qu'on avait parlé du changement du préfet de police. Sa conduite, au point de vue réactionnaire a toujours montré qu'il ne pouvait être pour le ministère un voisin gênant.

Dans le discours de Compiègne, un membre de phrase a été complètement changé par le ministre de l'agriculture qui accompagnait le maréchal de Mac-Mahon. Bast ! cela prouve le peu d'importance qu'il faut ajouter aux Meaux.

Malgré les trois cent et quelques mutations et nominations opérées par M. de Fourtou, celui-ci est assigé de réclamations de gens peu satisfaits. Le bras droit de M. de Broglie se plaint vivement de n'avoir pas même la liberté de son mouvement.

S. E. M. le duc garde des sceaux met la dernière main à son hécatombe judiciaire. Que de magistrats debout vont être jetés à terre, tandis que d'autres espèrent qu'on les enverra s'asseoir.

M. d'Aurais de St-Pois a refusé une préfecture. — La Haute-Vienne a-t-elle des vices rédhibitoires pour cet ex-fonctionnaire de l'ordre moral, ou le gouvernement s'est-il trop montré, à l'égard de ce St-Pois, chiche ?

Quant à l'ex-député peu connu, auquel on vient de confier la direction des Postes, il a été moins fier et s'est empressé d'accepter en Riant.

Le Tribunal de commerce d'Albi vient d'adresser au Président de la République une protestation contre les derniers événements.

Il a été question aussi d'une protestation des commerçants parisiens de la rue du Sentier.

Le quartier du Sentier s'engagera-t-il dans cette bonne voie, ou après s'être mis en route, restera-t-il en chemin ?

G. L.

AVANTAGES NOUVEAUX
TARIF RÉDUIT

MACHINES A COUDRE

de la C^{ie}
Singer

Les Meilleures & les Moins chères pour Familles & Ateliers
GARANTIES SUR FACTURE

AU COMPTANT 100 FR. A CREDIT 115 FR.

MACHINE DITE DE FAMILLE
(Pour Familles, Lingères, Couturières, etc.)

Fonctionnant à la main, avec moteur... 115 fr.
à Pédale... 150 »

MACHINE DITE INTERMÉDIAIRE
A Pédale, pour Tailleurs, Cordonniers, etc. 190 »

Payables à 3 FR. par Semaine

Remise au Comptant 10 pour cent
Apprentissage gratuit

1876 PHILADELPHIE 1876 PHILADELPHIE
3 Premières Médailles 2 Prix Médailles

N. B. — Demander le TARIF RÉDUIT de tous les Modèles

Seule Maison à Lyon

58 Rue de l'Hôtel-de-Ville 58

25 0/0 d'économie sur le prix des registres (Voir aux annonces)

Toutes les
Eaux Minérales

FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES
Produits au Glacé pour les Diabétiques
Pharmacie des Célestins, 5, place des Célestins.

IMMENSE SUCCÈS!!!

BAUME IRLANDAIS D. D. PERRAUD

Préparé par J. GRAND, pharmacien, rue Centrale 38, Lyon

Guérit radicalement toutes espèces de douleurs, rhumatismes, goutte, névralgies, lombagos, sciaticque, etc., etc. Approbations et félicitations des plus hautes sommités médicales. Se trouve dans toutes les pharmacies.

INSECTICIDE FOUROYANT

Destruction Infaillible des punaises, puces, poux, mouches, cousins, cafards, mites, fourmis chenilles. M^{re} TACHET, E. GALZY, suc^r
Fabr. 28, r. Bugeaud, Lyon.

AVIS. La Librairie, 12, rue Confort, à Lyon, tient à la disposition de MM. les LIMONADIERS, DEBITANTS, CERCLES, CAFÉS, des Cartons pour les journaux illustrés, au prix de 2 fr. 50.

EN VENTE

A l'Agence de Publicité

14, rue Confort, 14, Lyon

Et chez tous les Libraires

LE
GUIDE
DE
L'ÉTRANGER A LYON

ÉDITION 1877

Prix : 0 fr. 50 centimes

100 livraisons à 10 centimes. — 10 séries à 50 c.

LES MYSTÈRES DU SÉRAIL

Par Théodore LABOUREUR

Grand roman inédit, contenant l'histoire de la guerre de l'indépendance serbe. — Les massacres en Bulgarie. — Les drames de la cour turque, etc., etc.

MAISON D'ACCOUCHEMENT

(soins) **M^{re} DUPORE** (discret)

Tient des Pensionnaires

Lyon, 31, rue Centrale (Ecrire franco)

MACHINES A COUDRE
ELIAS HOWE
100 fr., garanties 10 ans

Seule Maison ELIAS HOWE
dans le parrage de l'Hôtel-Dieu

M^{re} CHRÉTIEU

DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

traite les maladies des femmes par une méthode toute spéciale. A la suite de longues et incessantes recherches scientifiques, elle est arrivée à traiter avec grand succès la Stérilité et ses diverses affections. M^{re} CHRÉTIEU compte vingt années de succès qui dépassent toutes les prévisions et assurent à son traitement une immense supériorité sur toutes les méthodes connues jusqu'à ce jour. — Analyse des urines.

CONSULTATIONS TOUS LES JOURS
de midi à quatre heures

9, rue Bourbon, au 1^{er}, au-dessus de l'entresol. — Lyon

LES ANNONCES ET RÉCLAMES

Des journaux de Lyon ci-après désignés sont reçues exclusivement à l'AGENCE DE PUBLICITÉ V. FOURNIER, 14, rue Confort, Lyon

COURRIER DE LYON
COURRIER DU COMMERCE — CULTIVATEUR
MONITEUR DES SOIES

RENAISSANCE — PASSE-TEMPS
SEMAINE CATHOLIQUE
ECHO DES MINES ET DE LA MÉTALLURGIE

Sont reçues aux mêmes bureaux Annonces pour tous les journaux de Lyon, Paris, Province et Etranger

CHAPELLERIE

MAISON RIVIER SÈURS

Rue Centrale, 43, et rue de l'Hôtel-de-Ville, 80. LYON

Cette Maison a l'honneur d'informer sa nombreuse clientèle qu'à l'occasion des premières communions et de la saison d'été, elle vient de recevoir des assortiments variés d'articles de tous genres, dans d'excellentes conditions. Comme par le passé, ses achats lui permettent de vendre à des prix qu'il est impossible de trouver ailleurs, de la marchandise fraîche et à la dernière mode.

Mise en vente d'Assortiments considérables de chapeaux de paille pour hommes, dames et enfants.

PRIX FIXES INVARIABLES MARQUÉS EN CHIFFRES CONNUS

COMPTOIR COMMERCIAL

Ordres de Bourse — Paiement de Coupons — Avances

Dépôts à échéance fixe ou à retrait facultatif (Intérêt 5 p. 100). — Recouvrements aux risques et périls.

Direction, 22, rue Thomassin, Lyon

Agence à Givors, 46, rue Belfort

PLUS DE DOULEURS Le TOPIQUE BERTRAND

guérit radicalement les Rhumes négligés, les Fluxions de poitrine, Points de côté, Douleurs névralgiques, Rhumatismes, Frictions, les maladies provenant d'une agression du sang; le Goutte, les Glandes enflammées, les Tumeurs, etc., etc., pour ces derniers cas, faire usage de l'Extrait dépurato-sudorifère-sucre-iodé, de BERTRAND aîné.

Prix des Topiques suivant grandeur de 0,50 à 3 fr. chez tous les pharmaciens. — A Lyon, chez l'inventeur, pl. Bellecour, 21. (Franco par la poste contre timbres et mandats.)

BIJOUX, HORLOGERIE

de premier choix. — 8 mois de crédit

Livrables de suite contre envoi du 8^e du prix

Pour 400 fr. payables 10 fr. par mois, Montres d'hommes à remontoir, or et cuvette or, trous en rubis, cadran à secondes, avec chaînes massives nouveaux modèles, et médaillon assorti à la chaîne, avec chiffres, armoiries ou ornements ciselés. Garanti 3 ans.

Pour 200 fr. payables 25 fr. par mois, Montres d'hommes à cylindres, en or, 8 trous à rubis, avec chaîne fantaisie, nouveaux modèles et médaillons assortis, avec ou sans chiffres. Garantie 2 ans. — Adresser les demandes par lettre affranchie à M. Léonard fab. boulevard Poissonnière, à Paris.

35 ANS DE SUCCÈS
TOUX, GRIPPE,

Rhumes, Irritations de poitrine, guéris par le SIROP et la PATE d'Escargots, préparés au sucre cuit par HALLIGNON pharmacien à Lyon, 33, rue Mercière, 33

Flacon : 2 fr. ; Botte : 1 fr. 50

ABONNEMENTS

sans frais

A TOUS LES JOURNAUX FRANÇAIS ET ÉTRANGERS

14, rue Confort, à l'entresol LYON

MERCURE, CAPSULES AU COPAHU, INJECTIONS, TISANES.

PLUS RIEN DE TOUT CELA

L'expérience a prouvé par des milliers de guérisons, que les pilules de Victor TREILLE, suffisent pour guérir radicalement et en peu de jours les écoulements de toute nature. — 5 fr. — Par poste, 5 fr. 20.

Dépôtaires : V. TREILLE, pharmacien, à St-Etienne (Loire). — Lyon, pharm. Santena, Simon, Bertrand, Cherblanc et toutes les pharmacies.

MALADIES INTIMES

guéries sûrement, sans répercussion, rétrécissement ni récidives, par frictions, applications ou injections du TOPIQUE FARRE, remède héroïque, inoffensif, sans rival. — Pot : 5 fr. p. mal. réc. ; 20 fr. p. mal. anc. — Paris : P^{ie} CENTRALE, et les Pharm. — Avis giat. au dép. gén. MICHEL, ph. Aix (Prov.). — Affr. et envoyer timbre pour rép. — Dans les princ. Pharmacies

AUX MÉDAILLES

Rue de l'Hôtel-de-Ville, 74 et 76, Lyon

MAGASIN DE CHAUSURES

les plus vastes de France

J.-G. SIMIAN FABRICANT

Assortiments immenses pour Hommes, Dames et Enfants

Succursale, rue de Fou, 47, à St-Etienne

La succursale est en liquidation pour cause de fin de bail.

PRIX-FIXE

REGISTRES DE LA LIGNE DROITE

Comptabilité de haut Commerce

6 Registres ensemble 50 f.

Comptabilité du commerce de détail

4 registres ensemble 15 f.

GRAND LIVRE ÉCONOMIQUE

Hauteur, 55 centimètres, largeur 38 centimètres, 1,000 folios, 50 francs

Initiation en quelques séances

13, Rue Puits-Gaillot, 13

PRODUITS RASPAIL

14, Rue du Temple, à Paris

DÉPOT : Pharmacie G. LANGLADE et AUGUET, rue Thomassin, 8

Médicaments de premier choix pour le système Raspail et la médecine ordinaire

PHILODERME INDIEN

Une lotion matin et soir guérit en un mois

FEUX DU VISAGE

BOUTONS, ACNÉ

Lyon, Pharm. MAZADE & DALOZ

ET DANS LES PRINCIPALES PHARMACIES

POUDRE MAZADE & DALOZ

14, rue d'ALGERIE, LYON

La seule infaillible pour détruire les

CAFARDS

L'emploi avec des pommes de terre cuites, du sucre et de l'eau

Vente chez MM. les Pharm., droguistes et épiciers.

VOIES URINAIRES

remède du docteur Ch. Lachaux. Maladies communiquées, aiguës et chroniques. Guérison radicale. Cabinet n° 4 h. — Pl. Petit-Change, 2, au 2^e.

Plus de TÊTES CHAUVES

Découverte sans précédent. — REPOUSSE CERTAINE et ARRÊT des Chutes à forfait. — Envoi gratis des renseignements et preuves. On jugera

MALLERON, 110, rue Rivoli, Paris

LEMAITRE ET RIDOUX

RIDOUX et C^{ie}, succ^{rs}

18, Boulevard Voltaire, PARIS

MAISON DE CONFIANCE FONDÉE EN 1861

EXTRAIT GÉNÉRAL

12 Couverts de table... 50
12 Couverts de salle... 15
12 Couverts à café... 11
12 Couverts à thé... 7
12 Couverts à déjeuner... 6
12 Couverts à dîner... 5
12 Couverts à souper... 4
12 Couverts à toilette... 3
12 Couverts à bureau... 2
12 Couverts à poche... 1

GRAVURE — Capitale, anglaise, cobaltine, à 5 c. la lettre. — Expédition toujours franco d'emballage et de port, au-dessus de 54 francs. — ÉCHANGE contre argenterie et vieux couverts en cuivre.

Demandes le Catalogue général de la manufacture Lemaître et Ridoux, 18, boulevard Voltaire, PARIS.

FARINE MEXICAINE

C'est un fait acquis à la science aujourd'hui, que toutes les maladies de poitrine sont guérissables par l'emploi de la Farine Mexicaine du docteur Denito del Rio de Mexico. Cet aliment est non-seulement le plus sûr, mais encore le plus agréable remède pour guérir : les maladies de poitrine, bronchites, catarrhes, maladies du larynx, phthisie pulmonaire tuberculeuse, maladies consomptives, vieux rhumes, anémie et épuisement prématuré.

S'emploie pour la nourriture des vieillards, des convalescents et des jeunes enfants. Dix ans de succès et 100.000 malades guéris le plus souvent alors qu'on les croyait perdus sans ressource, prouvent qu'on ne doit jamais désespérer.

La Farine Mexicaine se trouve à Tarare (Rhône), chez le propagateur M. H. Barlerin, pharmacien-chimiste, Lyon, pharm. Farley, 114, quai Pierre-Seize, et dans toutes les principales pharmacies, herboristeries, drogueries et épicerie de Lyon et de France.

Mêmes maisons : Café Barlerin hygiénique de santé, stomacal et fortifiant, en boîtes de 500 grammes. Prix 2 francs.

VALS (ARDÈCHE)

Cinq sources minérales autorisées par l'Etat et l'Académie de Médecine, signalées à MM. les médecins par le dosage de Bicarbonate de soude.

Marie 999. Sophie 550.

4 gr. 270 4 gr. 665

Marguerite. — Françoise

Augustine 5 gr. 747.

Très-recommandées par MM. les médecins dans les Dyspepsies, Gastralgies, Affections des reins, de la vessie, Gravelle, Goutte, Diabète, Albuminurie. S'adresser à VALS, à M. ALF. PAGES.

Dépôt : VACHON FRÈRES, 67, quai Pierre-Seize